

## INTERVIEW ALR À JEAN-CHRISTOPHE GRELETTY SUR DE MUNICH À VICHY

3 août 2008

Jean-Christophe Greletty: Madame Annie Lacroix-Riz, vous avez publié il y a deux ans maintenant le livre *Le Choix de la Défaite*. Le livre a été très lu, Gilles Perrault a publié un éloge, mais évidemment, il a été attaqué ou ignoré tellement ce que vous révélez est dérangeant. Quel bilan faites-vous de cette publication, des échos que vous en avez eus, de l'intégration ou non des connaissances précises et pour certaines fondamentales dans l'historiographie savante, scolaire?

Annie Lacroix-Riz : La situation de ma discipline, que j'ai décrite en 2004 dans l'opuscule *L'histoire contemporaine sous influence*<sup>1</sup>, est si verrouillée qu'aucune recherche novatrice, si solide qu'elle soit, n'est actuellement susceptible de bousculer les certitudes de ceux que l'historien américain Robert Soucy qualifie d'« historiens du consensus »<sup>2</sup>. L'alignement de l'histoire contemporaine sur les prescriptions européennes, dont la bibliographie de la question d'agrégation en cours (2007-2009) donne une idée précise<sup>3</sup>, et l'incitation consécutive, pour les historiens, à se montrer « raisonnables », jouent contre toute recherche « iconoclaste ». Or, toute étude indépendante consacrée aux élites qui nous dirigent ou nous ont dirigés (celles d'aujourd'hui sont constituées des descendants directs de celles que j'étudie) est « iconoclaste ».

Vous pourriez me poser la même question sur la capacité des journalistes à rendre compte des pratiques réelles des ascendants de ceux qui les emploient. Certes, les historiens ne sont pas, le plus souvent (il est des exceptions, dont certaines notoires), dans la position de stricte dépendance financière qui caractérise les journalistes à l'égard du grand capital possesseur des journaux. Mais le conformisme idéologique (sans préjudice de la flagornerie et de la corruption patronales, sous diverses formes) est presque aussi puissant que le conformisme strictement alimentaire. Agréer, voire seulement discuter, ma version des causes de la défaite française signifie, pour certains spécialistes des années trente et surtout quarante, accepter le principe d'une mise en cause radicale de leur propre production académique, qui postule le pacifisme obstiné de la quasi-totalité des Français, la « perte des repères » politiques brutale du printemps 1940, la survenue « accidentelle » de Vichy, etc.

Mieux vaut donc n'en pas parler. C'est, en général, plus d'enterrement que de violente critique qu'il s'agit, enterrement impliquant mise au piquet (et notamment, outre la non-recension des travaux, l'interdiction implicite ou explicite de participation aux colloques consacrés à la période ainsi étudiée). J'épargne au lecteur le détail des pratiques de marginalisation des « dissidents » qu'il trouvera décrites, à propos de travaux antérieurs, dans deux communications à paraître cette année<sup>4</sup>. *Le choix de la défaite* n'a rien changé aux habitudes acquises à la sortie d'ouvrages également « iconoclastes », sur le Vatican et sur la collaboration économique. L'ouvrage de 2006 a eu cependant la chance de bénéficier de

<sup>1</sup> Pantin, *Le temps des cerises*.

<sup>2</sup> Auteur de deux ouvrages essentiels sur le fascisme français de l'entre-deux-guerres, boycottés ou éreintés par l'historiographie dominante française : *French Fascism, the first wave, 1924-1933*, New Haven and London, Yale University Press, 1986 ; *French Fascism, the second wave, 1933-1939*, New Haven and London, Yale University Press, 1995 (tous deux traduits en français – le second au bout de près de dix ans...).

<sup>3</sup> Voir mon article « Penser et construire l'Europe. Remarques sur la bibliographie de la question d'histoire contemporaine 2007-2009 », *La pensée*, n° 351, octobre-décembre 2007, p. 145-159.

<sup>4</sup> « De la dissidence en histoire contemporaine » : 1<sup>e</sup> partie, « Des interdits de l'histoire de la collaboration », Simon Borja et Jean-Yves Causer, éd., en collaboration avec Clément Bastien et David Naegel, *Le raisonnement sociologique à l'ouvrage. Autour de Christian de Montlibert*, à paraître, 2008; 2<sup>e</sup> partie, « Les manœuvres des cagots », *Regards Sociologiques*, n° spécial sur la « la production et réception des sciences sociales », à paraître, novembre 2008.

quelques recensions favorables de journaux « critiques », qui lui ont valu un certain écho. Il a, grâce à l'initiative de lecteurs attentifs, été souvent cité dans divers sites et blogs : sa diffusion doit donc beaucoup au bouche à oreille, direct ou électronique...

L'histoire occupe chez nous un rôle politique si direct que nous ne pouvons escompter un changement d'atmosphère que si la situation générale se modifie, condition nécessaire pour que les chercheurs puissent récupérer leur indépendance. Dans l'immédiat, les « réformes » de l'université les inciteront, ou plutôt les obligeront, à recueillir de toutes parts des fonds privés. Outre que cette quête arrachera à la recherche une bonne partie du temps des chercheurs, l'argent quémanté proviendra forcément des milieux économiques dirigeants, qui seront ainsi définitivement soustraits à l'analyse sérieuse et indépendante de ceux qu'ils financent : l'anglo-saxonnisation en cours va considérablement aggraver (c'est le but du jeu) la mise « sous influence » de l'histoire contemporaine, dominante depuis les années 1980. C'est dire à quel point il est vital pour la science historique que se mette en place la résistance à cette évolution délétère.

JCG : Comme vous avez apporté des preuves irréfutables de l'existence de la Synarchie et du complot, actif et réalisé, de l'extrême-droite contre la République, il allait de soi que les héritiers de ce pouvoir pétainiste, idéologues et hommes d'affaires, allaient venir sur la place publique pour nier, sans preuves, vos révélations. Dans votre nouvel ouvrage, vous vous focalisez sur les deux dernières années de la décennie des années 30, avec, comme point de départ, Munich, pour terminer à Vichy. 1938 est une année très importante : en France, le complot de la Cagoule a été mis au jour, la police, les RG, savent tout de l'organisation de ce complot, mais au lieu de s'appuyer sur ces connaissances pour mesurer et contrer un projet mortel pour la République, vous nous apprenez que Dormoy n'est pas obéi lorsqu'il donne des ordres, que le juge en charge de l'affaire, Béteille, fait relâcher des comploteurs sans les interroger. Bref, ce qui aurait pu être le début de la fin pour cette ligue factieuse, Cagoule-Synarchie, devient au contraire le début de la réalisation de ses plans. Et, pour parvenir à cela, il a fallu un immense réseau de complicités au niveau national, et ce réseau que vous mettez à jour. Pour commencer, vous confirmez ce que vous avez révélé dans *Le Choix de la Défaite*, à savoir que les nazis opéraient en France, comme ils le voulaient, avec, autour d'Abetz, des membres de la Gestapo qui sont déjà sur le sol français bien avant 1940...

Annie Lacroix-Riz : « Les héritiers de ce pouvoir pétainiste, idéologues et hommes d'affaires » ne se sont jusqu'ici guère précipités « sur la place publique pour nier, sans preuves, [me]s révélations. » Pourquoi donneraient-ils de la publicité (avec le risque d'être contraints à des mises au point) à des vérités qu'ils ont la capacité, par le contrôle capitalistique qu'ils exercent sur la presse, d'ensevelir purement et simplement? Pourquoi assurer un écho à ce qui constitue un élément essentiel de mon travail - la démonstration que le grand capital régit jusqu'aux plus infimes recoins de notre vie, et contrôle tous les hommes politiques qui, de la gauche à l'extrême droite, œuvrent au maintien du *statu quo* socio-économique, respectivement par l'application de quelques rustines ou par l'administration de coups féroces (quand le système d'exploitation est menacé par une crise économique). Ceux qui nous dirigent, aujourd'hui comme naguère, préfèrent, et c'est logique, ménager un large public à ceux qui diffusent le mythe, édifié par les bailleurs de fonds patronaux, de l'autonomie du politique, des parlementaires, des journalistes, de l'appareil d'État civil et militaire, etc. Le silence ne suffit même plus : leurs auxiliaires politiques se sont récemment attelés à une législation susceptible de soustraire à la recherche toute l'histoire de la France depuis soixante-quinze ans, méthode encore plus radicale...

Pourquoi inciter les Français à connaître avec précision ce qu'un ex-délégué de l'UIMM, saisi par le démon – très tardif et sélectif - de la « révélation », a récemment déclaré à propos d'un homme politique et ministre de la III<sup>e</sup> République? : « Jacques Gagliardi, l'ex-bras droit de Pierre Guillen, délégué général de l'UIMM de 1985 à 1995, [...] remonte aux sources de l'UIMM, et à la création du Comité des forges, en 1864 » sur la « piste [...] du financement politique. [...] “Tout le monde sait bien qu'avant 1914 des campagnes électorales sont financées par le Comité des forges [...]. M. Georges Mandel, qui était d'origine très modeste, menait grand train, et tout le monde se demandait d'où il tirait son train de vie. Eh bien, c'était le Comité des forges qui subvenait à ses besoins, comme pour bien d'autres.” Des pratiques qui auraient, à en croire M. Gagliardi, perduré à travers les époques. Cela “consistait en de la distribution d'argent en espèces à des hommes politiques de tout bord, hormis le Parti communiste”, se souvient M. Gagliardi, qui fit ses débuts dans la sidérurgie en 1966. »<sup>5</sup>

On peut s'étonner, comme le fait *Le Canard enchaîné* du 30 juillet 2008, qu'un représentant de l'UIMM ait choisi comme unique symbole des politiques « achetées » par le Comité des Forges, avant 1914 et après, un des seuls parlementaires et ministres représentatifs de la III<sup>e</sup> République agonisante qui n'ait pas versé dans l'intelligence avec l'ennemi<sup>6</sup> : cette exception notable, auprès de Jean Zay et Pierre Cot, est d'ailleurs analysée dans *De Munich à Vichy*. M. Gagliardi n'avait en effet, comme le montrent à la fois cet ouvrage et *Le choix de la défaite*, que l'embarras du choix dans la liste des obligés – étirés de l'extrême droite à la gauche non-communiste - de la CGPF<sup>7</sup>, ancêtre du MEDEF, du Comité des Forges, ancêtre de la chambre syndicale de la sidérurgie, et de son UIMM (au sigle inoxydable : Union des industries métallurgiques et minières devenue Union des industries et des métiers de la métallurgie).

La grande bourgeoisie française, comme toutes ses pareilles, a pris l'habitude depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle de s'appuyer sur ses homologues étrangères pour imposer en cas de besoin « l'ordre » ou le retour au *statu quo* socio-économique. L'aristocratie en avait fait autant sous la Révolution française, à l'époque de l'exil à Coblenze et du manifeste de Brunswick. Le tableau stupéfie, par le degré de soumission auquel peuvent parvenir des gens habitués à donner des ordres à leurs subordonnés et à parler très haut, mais un tel comportement est universel. Menacée, certes rarement, par son peuple, la grande bourgeoisie allemande en a fait autant : en 1918-1919, elle a vendu ses bons du Trésor allemands, acheté aussitôt en masse des titres américains et accueilli parfois à bras ouverts l'armée française occupante. C'est, en France, une tendance lourde et durable : à la *Gleichshaltung* complète de l'ère germanique a fait place l'alignement sur la grande bourgeoisie des États-Unis, progressivement esquissé entre 1941-42 et 1944. Les mêmes individus sont passés de la passion pour le Reich aux amours atlantiques, comme je le montre dans la conclusion-épilogue de mon ouvrage.

J'aimerais montrer un jour comment les élites françaises, économiques et politico-idéologiques, sont passées, de l'après-Première Guerre mondiale à l'après-Deuxième Guerre mondiale d'une dépendance extrême à l'égard, respectivement, de Berlin puis de Washington. Tous les synarcho-cagouleurs ont connu cette mutation, leurs amours américaines n'empêchant pas, d'ailleurs, leur retour d'affection pour les « partenaires » allemands qui ont été eux-mêmes vite soustraits au piquet par leur sauveteur d'outre-Atlantique.

<sup>5</sup> Interview, *Le Monde*, 24 juillet 2008 (toute l'interview présente un intérêt équivalent).

<sup>6</sup> « Ce choix ne laisse pas de surprendre. Car cet ancien collaborateur de Clemenceau, juif et antifasciste, déporté par les nazis puis livré à Vichy, finira sa vie en 1944 dans une forêt, assassiné par des miliciens. Mandel fut l'un des plus farouches opposants aux accords de Munich et à la politique d'apaisement avec Hitler et Mussolini que cherchaient à imposer les maîtres de forges. », « Les crises d'amnésie d'un patron de l'UIMM », n<sup>o</sup> cité, p. 4).

<sup>7</sup> Confédération générale de la Production française fondée en mars 1919, devenue Confédération générale du patronat français en juillet 1936 – à l'ère du combat ouvert.

JCG : La trahison semble une histoire et une passion bien françaises, hélas. Avec Munich, la France abandonne la Tchécoslovaquie, malgré nos accords, mais notamment parce que des Français, comme Flandin, le Seyss-Inqart français, président de l'Alliance démocratique, exercent une action de propagande dont les termes sont définis par les synarques eux-mêmes. Il faut dire que, de cette gauche-là jusqu'à l'extrême-droite, toute l'inquiétude se porte sur l'URSS et non sur l'Allemagne nazie, bien que cela soit irrationnel. Vous revenez sur l'affaire ukrainienne qui vous a valu tant de soucis. A l'instar de ce que dit un célèbre proverbe sur la calomnie, il suffit de mentir, avec rigueur et méthode, ce qui est l'objet de la propagande, comme Goebbels l'a compris et mis en œuvre, et il en restera toujours quelque chose. Les Nazis voulaient l'Ukraine, et ils n'ont pas hésité à lancer un mensonge à un niveau international, et il s'est trouvé des Français pour abonder, à cette époque, comme aujourd'hui dans leur sens.

« La trahison » a certes une longue histoire française, mais elle ne constitue pas une exception nationale, pas plus que la corruption de la presse, bien qu'un de ses « pourrisseurs » d'avant 1914, le délégué du tsar à Paris, Raffalovitch, ait légitimement décrit par le menu à son maître « l'abominable vénalité de la presse française »<sup>8</sup>. Il en va de même de la haine accumulée contre les Soviétiques, frénétique dans la France des emprunts russes d'avant Première Guerre mondiale, où la petite bourgeoisie rentière a formé la base solide de l'antisoviétisme produit, et entretenu par la très grande. Mais cet antisoviétisme a caractérisé l'univers non-soviétique, et non depuis la victoire politique de Staline, mais depuis novembre 1917. Il est quasi impossible d'envisager un classement des pays en plus ou moins antisoviétiques, ils l'ont tous été également...

Précisons-le, pour montrer que les énormes mensonges ont la vie dure, ces prêts n'auraient jamais été remboursés aux petits porteurs, vu l'état de l'économie russe dominée par le capital international. Les grandes banques, pour leur part, n'ont rien perdu, puisque l'État français avait garanti d'emblée leur participation aux emprunts. Le non-remboursement des « emprunts russes » aux gogos qui s'étaient précipités dans l'opération n'a rien dû à l'arrivée au pouvoir des bolcheviques – lesquels ont d'ailleurs, après avoir déclaré qu'ils n'honoreraient pas les dettes du régime tsariste, proposé à tous les pays impérialistes de régler la question dans le cadre de négociations commerciales générales que l'impérialisme français a, pour sa part, résolument boycottées (comme le montrent les travaux de Michael Carley<sup>9</sup>). La récente ruine des petits porteurs des titres du tunnel sous la Manche doit-elle quelque chose à d'éventuelles convulsions révolutionnaires? Grâce à « l'abominable vénalité de la presse française », lesdits gogos avaient été convaincus par les journaux financiers qu'ils faisaient une bonne affaire – de même que les petits porteurs contemporains. Près d'un siècle plus tard, la population française ignore toujours cette vérité élémentaire qu'a démontrée dès 1973 la thèse de René Girault sur les emprunts russes<sup>10</sup>. C'est un des exemples, entre mille autres, de ce qu'un familier du haut état-major général définit à la mi-septembre 1938 comme le « dindonnage » idéologique permanent de la population française...

À notre époque, l'antisoviétisme a atteint en France une virulence d'autant plus remarquable qu'aucune grande force politique n'y fait plus barrage – et ce alors même que le

<sup>8</sup> « Mémoires de Raffalovitch », rubrique de Boris Souvarine dans *l'Humanité*, qui publia depuis décembre 1923 ces « documents [authentiques] fournis par le gouvernement des Soviétiques », P/4385, 15 décembre, et F 9061, Paris, 17 décembre 1923, F7 12952, AN.

<sup>9</sup> Ils sont amplement cités et utilisés dans *Le choix de la défaite* et dans *De Munich à Vichy*.

<sup>10</sup> *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*, réédition de 1999 à la Documentation française.

système soviétique semble définitivement vaincu et le « péril rouge » aussi radicalement circonscrit. Entre autres thèmes antisoviétiques ou antirusse, l'Ukraine, objectif obsessionnel des impérialismes étrangers depuis le tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, a remplacé en tête du palmarès les « emprunts russes ». Mon livre ne traite pas de « la famine en Ukraine », qualifiée de « génocidaire » sous la pression des États-Unis. Je tiens en effet pour nulle l'influence réelle exercée sur la question par les actuels gouvernants ukrainiens, qui, par ailleurs, viennent d'ériger en héros national le nazi ukrainien Stefan Bandera, criminel de guerre, collaborationniste de l'Ukraine occupée, puis organisateur d'assassinats de masse jusqu'aux années cinquante dans l'Ukraine redevenue soviétique <sup>11</sup> : c'est Washington qui leur a donné sur la question à la fois libre cours, moyens financiers gigantesques – colloques à prétentions scientifiques inclus - et publicité à échelle mondiale. En revanche, *De Munich à Vichy* relève l'importance de l'enjeu territorial et économique ukrainien pour le Reich et rappelle la campagne de presse allemande, polonaise et vaticane notamment, strictement subordonnée – depuis les années vingt et surtout depuis 1933 - à cet objectif matériel sans rapport aucun avec l'idéologie. Le tapage sur « la famine en Ukraine » remonte à 1933-1935 en Amérique du Nord et en Allemagne nazie et il a connu depuis l'ère reaganienne un nouvel essor spectaculaire, directement lié à la phase ultime de la liquidation américaine de l'URSS <sup>12</sup>. Directement lié à cette offensive, le tumulte est aussi intense que récent en France, où il s'est inscrit dans l'inextinguible croisade contre les Soviétiques. Seule cette conjoncture fébrile explique que certains « soviétologues » français, antisoviétiques certes mais naguère prudents sur le sujet, aient abdiqué toute réserve : ils surenchérisent aujourd'hui sur les millions de morts d'un « génocide » dénié par tous les chercheurs sérieux (au moins 6 à l'origine – car il convenait d'atteindre un chiffre au moins égal à celui de « la destruction des juifs d'Europe » <sup>13</sup>, puis 8, 10, 12, etc.) <sup>14</sup>.

JCG : Au cours des années 1930, à plusieurs reprises, les dirigeants de la Banque de France ont été pressés de remettre de grandes quantités d'or aux fascistes lorsqu'ils prenaient le pouvoir, en Espagne, ou directement aux nazis.

Annie Lacroix-Riz : Les grands banquiers ont remis à Franco le reliquat (40 tonnes) des réserves d'or confiées à la Banque de France par la République espagnole en avril 1931 (pas par le Front populaire de 1936), après avoir exercé sur l'État français depuis l'été 1936 (dès le putsch franquiste italo-allemand, donc) une pression écrasante en ce sens. Ils n'ont pas oublié d'exiger – et ils ont obtenu - du même État que les conséquences de cette forfaiture ne pesassent que sur ce dernier, c'est à dire sur le contribuable français : Daladier et son équipe, notamment Reynaud, alors ministre des Finances, leur ont concédé une garantie étatique contre toute poursuite ultérieure, inéluctable si le régime de Franco n'avait pas survécu. Ils ont naturellement veillé à ce que l'État eût la responsabilité officielle de la livraison du métal, stipulée par l'article 1er des accords Bérard-Jordana du 25 février 1939 et effectuée en juillet.

La Banque de France avait procédé de même – mais le dossier avait en l'occurrence moins de répercussions intérieures directes – pour remettre sans la moindre hésitation, ni le

---

<sup>11</sup> Voir la référence de la n. suiv., mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, coll. *Références*, 1996, réédité en 2007 et Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006.

<sup>12</sup> Douglas Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987.

<sup>13</sup> Titre de l'œuvre maîtresse de Raul Hilberg, Paris, Gallimard, 1991, 2 vol.

<sup>14</sup> Voir mes mises au point « Des champions de l'Ukraine indépendante et martyre à l'institut d'histoire sociale », 2005, et « Sur la "famine génocidaire stalinienne" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane », mise à jour bibliographique de 2007, [www.historiographie.info](http://www.historiographie.info).

moindre délai à la *Reichsbank* l'or de la Banque nationale d'Autriche, au lendemain de l'Anschluss, puis de celui de la Banque nationale de Tchécoslovaquie, au lendemain du 15 mars 1939. Ces excellentes façons étaient considérées par les banques centrales (de France et d'Angleterre) comme de nature à entretenir ou améliorer encore les excellentes relations que les milieux financiers des pays « démocratiques » voulaient à tout prix maintenir avec le Reich hitlérien. Ces dizaines de tonnes d'or, autrichien puis tchécoslovaque – utilisées par le Reich pour ses achats extérieurs de matières premières indispensables à la conduite de la guerre imminente –, reposaient physiquement dans les serres de la Banque d'Angleterre avant d'être confiées, pour mise à disposition de la *Reichsbank*, à la Banque des règlements internationaux de Bâle (BRI).

Tous ces partenaires – les Américains compris – s'étaient regroupés en club des banques centrales depuis l'été 1930, en vertu du Plan (américain) Young de liquidation des réparations allemandes, fondateur de cette BRI qui existe toujours. La même Banque des règlements internationaux, quand l'URSS prétendit, en 1940 (puis à partir de 1944), récupérer les réserves d'or des banques centrales des Pays Baltes, lui opposa un veto catégorique et définitif. L'affaire ne fut réglée qu'en 1992, après la mort de l'URSS et le retour des trois États dans le giron du capitalisme mondial, dans le cadre de leur réadhesion à la BRI <sup>15</sup>.

JCG : La défaite des républicains espagnols, on le sait, ne doit rien au hasard, puisque les franquistes disposaient d'un soutien permanent des nazis et des fascistes italiens, mais cette défaite n'aurait peut-être pas eu lieu sans des trahisons françaises, et des soutiens français à Franco, notamment de la part du grand patronat et des cagouleurs. D'ailleurs, Franco le leur rendra après la guerre, en recevant chez lui la crème de la crème de l'infamie, Filiol, Darquier de Pellepoix, etc.

Annie Lacroix-Riz : Comme les autres impérialismes (anglais et américain) maîtres de l'Espagne, l'impérialisme français a redouté qu'une démocratisation de ce pays écrasé de misère, dont ils contrôlaient la totalité des secteurs modernes de l'économie, n'entraînent à terme la récupération d'une indépendance nationale funeste à cette mainmise. Les auxiliaires idéologiques du grand patronat ont été chargés de donner à l'affaire une apparence purement idéologique, et ils se sont acquittés de cette mission avec un enthousiasme brûlant. Les bailleurs de fonds patronaux et leurs serviteurs – toutes les ligues fascistes regroupées en Cagoule depuis le début de 1936 et la droite classique qui était organiquement liée à ces groupements - ont trouvé dans l'expérience franquiste un nouveau modèle à exalter. De 1936-1937 à la victoire de Franco, ces gens ont apporté au chef putschiste une aide multiforme, dimension militaire incluse (envoi de volontaires et d'armements). Cet appui a été certes moins décisif et efficace que celui apporté par les capitalismes allemand (surtout) et italien, artisans et soutiens d'origine du putsch, mais il n'a pas été négligeable.

Franco, laquais du Reich devenu au fil des ans obligé docile des Anglo-Américains victorieux (de Washington surtout), a logiquement renvoyé l'ascenseur à ses partisans français fervents de 1936-1939. L'Espagne franquiste avait servi de refuge à un certain nombre de cagouleurs poursuivis (si peu) après la tentative de putsch de la nuit des 16-17 novembre 1937, répétition générale de celui de juin 1940. Elle a logiquement joué un rôle éminent dans le sauvetage-recyclage des criminels de guerre et collaborationnistes, français et autres, en pleine complicité avec les États-Unis et le Vatican. Rôle si considérable et explicite

---

<sup>15</sup> G. Trepp, *Bankgeschäfte mit dem Feind. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg. Von Hitlers Europabank zum Instrument des Marshallplans*, Zurich, Rotpunktverlag, 1996, p. 80-81, et ma communication « La BRI et la Banque de France de l'apaisement à la guerre : de la collaboration des Banques centrales à l'« or allemand » », in Olivier Feiertag et Michel Margairaz, dir., *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVIIe-XXe siècles)*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 387-412.

que les fonds Espagne d'après 1944-1945 classés au Quai d'Orsay en ont éliminé pratiquement toute trace...

JCG : Vous nous faites connaître tout l'organigramme dirigeant de la Synarchie et de la Cagoule. Ces hommes ont été récompensés par Pétain, en recevant la francisque d'honneur du premier conseil de novembre 40, Yves Bouthillier, Du Moulin de Labarthète, Baudouin; bien sûr Gabriel Le Roy Ladurie, avec, bien sûr, la crème de la grande finance et du patronat. Vous donnez la liste des principaux dirigeants et hommes de main de la Cagoule, dont vous donnez le chiffre total sur l'ensemble du pays, 120 000 membres. On prend conscience que c'était une organisation massive et qui a certes échoué en 36-37 mais pour mieux rebondir en 38-39. Pouvez-vous nous présenter certains de ces hommes, synarques et cagoulards, et nous dire ce qui est advenu d'eux après 44 (et notamment de ceux qui, juste à temps, ont su retourner leur veste, Baudouin, Lehideux) ?

Annie Lacroix-Riz : Ces hommes sont tous liés à la grande banque et/ou à la grande industrie. Ils ont tous opté pour la « collaboration continentale » (franco-allemande) depuis les années trente de la crise au plus tard, et même souvent dès les années vingt, fraction sidérurgique en tête, fondatrice du cartel de l'acier en septembre 1926. Pour n'en citer qu'un, l'ancien normalien Pucheu, un des phares de la cohorte synarchie-Cagoule, était un homme de la banque Worms, par ailleurs gratifié du poste de « directeur des services d'exportation du Comptoir sidérurgique de France ».

Sauf lui, exécuté en mars 1944 sur ordre de De Gaulle parce que trop directement lié aux Américains, et l'inspecteur des Finances, secrétaire à la production industrielle de Laval, Jean Bichelonne, mort d'un accident médical en Allemagne en décembre 1944, tous ces hommes étaient passés, à des dates diverses, de l'alliance exclusive avec le Reich à la passion dévorante pour la *Pax Americana*. Le régime successeur de Vichy, celui de De Gaulle, théoriquement restaurateur d'une république « épurée », a maintenu à la tête de la France ces dirigeants de l'économie auxquels le coup d'État de Pétain et des siens avait remis en outre la direction politique sans partage des affaires du pays. Toujours aussi puissants sur le plan économique, ces hommes, pratiquement tous passés par l'inspection des Finances (cœur de la synarchie) ou organiquement liés aux inspecteurs des Finances, ont continué à compter parmi les maîtres incontestés de la vie politique et électorale. Ils ont à nouveau assuré dès la Libération – lorsqu'il a bien fallu concéder au peuple français le droit de vote dont l'équipe Daladier-Bonnet-Reynaud puis le tandem Vichy-occupant l'avaient privé - ce financement (électoral) des partis compréhensifs dont Gagliardi n'a dit rien révélé de précis au magistrat qui l'a interrogé.

Les deux grands chefs synarques que vous citez comptent parmi les artisans principaux de la livraison de la France à l'envahisseur : Paul Baudouin, président de la Banque d'Indochine, et François Lehideux (cagoulard avéré au surplus), neveu de Renault et administrateur-délégué des usines de celui que les militants de la CGTU et *L'Humanité* appelaient « le seigneur de Billancourt ». Ils sont aussi, parmi des dizaines d'autres, des symboles de cette reconversion atlantique spectaculaire, d'ailleurs plus précoce chez le premier que chez le second. Baudouin, en 1938, se proclamait dégoûté de « la civilisation purement matérielle des États-Unis » inapte à « soulager [l]a détresse » du continent européen, et voulait offrir à « la nouvelle Allemagne et [à] la nouvelle Italie » leur légitime « place au soleil » coloniale. Il prépara dès 1941-1942, entre Marseille et les lieux divers de l'empire dont sa banque, une des favorites tant de la République que de Vichy, le partage des prébendes coloniales avec des partenaires américains. Lehideux, qui fustigeait encore, à Berlin même, en mars 1942, comme secrétaire à la production industrielle, « la tyrannie [pétrolière] des trusts anglo-saxons », fut investi officieusement par les Américains dès l'été

1944 des fonctions de conseiller économique pour la reconstruction française. Il ne put échapper à un séjour à Fresnes, que les incessantes pressions américaines réduisirent cependant à seize mois, après quoi il poursuivit à partir de 1950 sa brillante carrière dans l'industrie automobile : à la tête de la filiale française de la firme américaine Ford, il fit triompher les méthodes de guerre de classe qui avaient assuré sa promotion politique avant-guerre. Il put y enrichir sa propre expérience des pratiques antisyndicales par celles, encore améliorées et aussi radicales (voire davantage encore), du patronat automobile américain : il mena la vie dure à la CGT de Frachon dont il avait personnellement assuré la défaite des militants chez Renault le 25 novembre 1938, en compagnie d'un des chefs policiers de la III<sup>e</sup> république, aussi acharné que lui contre les « rouges » : Amédée Bussière, directeur général de la Sûreté nationale, devenu un des chefs de la police collaborationniste de Vichy (entre autres postes, préfet du Pas-de-Calais puis préfet de police de Laval à partir de mai 1942). Les trois hommes avaient été porteurs de la francisque.

JCG : Désormais, grâce à votre travail, nous en savons plus aussi sur l'Etat-major cagoulard : le sommet de la trahison, dans l'organisation supposée agir pour la défense de la France. Il y avait Weygand, ce qui est désormais est bien connu, mais il y en avait d'autres, Vuillemin, Dentz, Colson, Gamelin. Les principaux chefs de l'armée française préparaient une guerre contre l'URSS et non contre l'Allemagne nazie !

Annie Lacroix-Riz : Les chefs militaires dépendent trop étroitement des dirigeants privés de l'économie – comme le reste du haut appareil d'État - pour échapper à leur emprise, comme l'avait soupçonné Marc Bloch en observant directement un certain nombre au printemps 1940. La vindicte générale de 1918-1920 contre les Soviétiques avait abouti à la guerre des Blancs, soutenue par toutes les puissances impérialistes et dirigée officiellement par les puissances victorieuses, France et Angleterre (les États-Unis de Wilson, qui se montrèrent plus discrets, ne furent pas moins haineux et déterminés). Cette guerre permanente ne pouvait, du point de vue des ennemis des Soviétiques, que s'achever par la défaite du régime ou du système qui avait eu l'audace d'abolir la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Dans les années vingt, les élites antibolcheviques comptaient sur la coalition franco-anglaise pour les débarrasser de ce fléau. Dans la décennie suivante, elles misèrent sur les chances supérieures de l'impérialisme allemand - déchaîné par la crise - de mener l'entreprise à bien. Mon livre montre à quel point, à la grande satisfaction de l'Axe Rome-Berlin, tous ces gens escomptaient que le Reich, à la tête « d'une Sainte Alliance anticommuniste », tordrait le cou à l'URSS. Ils crurent imminente, en 1939-1940, la réalisation de l'objectif. C'est une fois de plus l'impérialisme le plus fort, désormais l'américain, qui, au cours des décennies d'après-Deuxième Guerre mondiale, a assumé l'essentiel du combat contre les Soviétiques – et qui a, au moins momentanément, réussi là où ses prédécesseurs avaient échoué.

Weygand avait dès 1919-1920 préféré que la Haute-Silésie charbonnière et sidérurgique lorgnée par l'industrie lourde française et promise à cet effet à la nouvelle Pologne (« créature »<sup>16</sup> du Comité des Forges) demeurât dévolue au Reich, tant les mineurs polonais, alors parfois en grève, l'inquiétaient. Presque tous les pairs de ce retraité de luxe, stipendié de la Compagnie internationale (en fait, franco-anglaise) du canal de Suez partageaient ses obsessions sociopolitiques. Le grand journaliste conservateur Pertinax les a très bien décrits en 1943, pendant son exil américain : des « émigrés de Coblentz » (dignes héritiers des aristocrates contre-révolutionnaires), « lecteurs de *Gringoire* et de *Je suis partout* et autres feuilles du même genre qui, dans leurs récriminations incessantes contre les Soviétiques

<sup>16</sup> Expression favorite du pape Pie XI pour qualifier les États protégés ou satellites est-européens de la France depuis sa victoire de novembre 1918.

et contre Léon Blum, regardaient volontiers Hitler et Mussolini comme des piliers de la société traditionnelle. »<sup>17</sup>. Ces hantises de classe, exacerbées par la crise, peuvent seules expliquer l'abdication complète du sens de l'intérêt national et, consécutivement, l'intelligence avec l'ennemi à laquelle se livrèrent la plupart des chefs militaires. La disposition à la haute trahison est en 1938-1939 avérée par les archives allemandes et italiennes chez Gamelin autant que chez les vainqueurs officiels du putsch vichyste.

JCG : Lorsque la guerre approche, ceux qui avaient été objectivement et volontairement des ennemis de la République se trouvent propulsés à la tête de la France, par Daladier, Reynaud. Ces hommes vont préparer la défaite, mais est-il encore légitime de parler de défaite, puisque les armées françaises ont été, par avance, puis dès 40, affaiblies, désorganisées ? Et pour comprendre ce choix de la trahison, en faveur du modèle humain et politique nazi, ne faut-il pas revenir à 1870-1871 ? N'est-ce pas, face à la Prusse conquérante et victorieuse, que la césure entre le peuple, socialiste, communiste, anarchiste et les dirigeants français, économiques, politiques et militaires a pris corps ? A la fin de votre ouvrage, vous écrivez qu'il serait temps d'honorer, aux côtés des poilus, le communard et l'antifasciste, et je crois que vous avez raison. Mais ne faudrait-il pas même envisager d'honorer les patriotes de toute origine, de toute couleur, français comme étrangers, afin de stigmatiser ceux qui, «bons français» ont travaillé et travaillent encore pour des intérêts étrangers ? Ce qui serait un moyen de répondre définitivement au Front National...

Annie Lacroix-Riz : Cette trahison de classe a été assurément inaugurée par celle de 1870-1871. La livraison de la France à l'Allemagne apparaît comme si calquée sur ce modèle initial que le texte (cité dans *De Munich à Vichy*) que Bazaine chargea « le général Boyer [...] de porter à Versailles le 10 octobre 1870 [...] auprès du commandement allemand » semble dater, non de l'après-Sedan, mais du printemps 1940 et être signé du tandem Pétain-Weygand. Mon ouvrage ne porte pas sur la colonisation française (bien qu'il évoque le sort effroyable des travailleurs coloniaux, notamment après la fausse déclaration de guerre), mais il rend hommage aux « patriotes de toute origine, [...] français comme étrangers ».

Quant au « moyen de répondre définitivement au Front National », bien que la science historique fournisse utile matière à réflexion sur la question, elle ne peut offrir, malheureusement, la solution politique de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. L'issue dépend exclusivement de la récupération par les populations, en France comme ailleurs, de leur capacité à se défendre en se dotant d'organisations qui leur seraient à nouveau aussi dévouées que les organisations patronales l'ont toujours été et le restent au grand patronat. Seule la récupération de cette capacité perdue dans les dernières décennies les mettrait en mesure (comme en 1936-1937 ou en 1944-1945) d'échapper au « dindonnage » quotidiennement servi par les auxiliaires de ceux qui les vouent à l'appauvrissement, à la misère, au désespoir, et qui leur brouille simultanément la perception des réalités. La période actuelle semble de ce point de vue aussi désespérante que celle de l'avant-1914, où régnait en maîtresse l'union sacrée paralysant « ceux d'en bas » et décuplant la puissance de « ceux d'en haut ». Mais les grands verrouillages qu'on croit définitifs précèdent toujours les transformations profondes.

---

<sup>17</sup> Pertinax (pseudonyme d'André Géraud), *Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, 2 vol., t. 1, p. 45.